

RÉUNION DE L'OPEP À VIENNE

Accord au forceps

Les pays de l'Opep, réunis hier à Vienne, ont trouvé un accord, le premier depuis 2008, pour la réduction de la production de 1,2 million de barils/jour, à 32,5 millions de barils. L'accord était quasiment acquis dès lors que les déclarations optimistes se sont succédé durant la journée. Du coup, le pétrole a bondi au-dessus des 50 dollars après cette annonce. En fin d'après-midi, les membres de l'Opep se penchaient actuellement à la rédaction du communiqué final de la réunion tenue à huis clos.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - La proposition algérienne de baisse de la production soumise à la réunion ministérielle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a été adoptée hier mercredi à Vienne, a rapporté hier l'APS auprès de «sources sûres».

Cette proposition retenue comme base de travail par le Haut-Comité d'experts de l'organisation porte sur une réduction d'environ 1,2 million de barils par jour à opérer par les pays de l'Opep. L'Algérie devrait baisser sa production de 50.000 barils/jour dans le cadre de l'accord de réduction de la production adopté hier par la réunion ministérielle ordinaire de l'Opep à Vienne, a appris également l'APS. La production pétrolière algérienne avait été, en octobre dernier, de 1,1 million barils/jour.

Plusieurs ministres de pays membres de l'Opep ont souligné à Vienne la capacité de cette organisation à parvenir à sceller un accord de baisse de la production comme proposé par l'Algérie.

Le ministre de l'Energie, Nouredine Bouterfa, s'est dit «confiant» que l'Opep parvienne à un accord de baisse de sa production ajoutant qu'avec un accord, «le marché se réglera plus vite et c'est là notre objectif. Il y aura un consensus. On est très positif».

Il a aussi relevé les efforts consentis par l'Algérie en vue de concrétiser l'accord obtenu à Alger en septembre dernier. «Je pense que l'humeur est généralement optimiste et positive», a déclaré de son côté le ministre saoudien de l'Energie Khalid Al-Falih, juste avant le début de la réunion.

Dans un ultime effort de conciliation, les ministres se sont réunis pour un petit-déjeuner informel, pour rap-

procher les points de vue pour définir des quotas par pays destinés à relancer les prix du brut, déprimés par une surabondance d'offre depuis l'été 2014.

Le ministre émirati de l'Energie Suhail Al-Mazroui s'est lui aussi voulu positif après ces premières discussions : «Tout le monde travaille vraiment dur, nous nous attendons à une réunion vraiment positive et j'espère que nous vous donnerons de bonnes nouvelles quand nous aurons fini», a-

t-il lancé, peu avant le début des travaux. Son homologue irakien Jabbar Al-Louaïbi a assuré qu'il y avait «de l'espoir, beaucoup d'espoir» et le ministre iranien du Pétrole, Bijan Namdar Zanganeh, s'est également dit «optimiste. En réaction, le baril de Brent s'est envolé de plus de 8% ce mercredi 30 novembre pour dépasser le seuil des 50 dollars et atteindre un maximum de 51,37 dollars.

Le ministre algérien de l'Energie Nouredine Bouterfa et son homologue vénézuélien Eulogio del Pino se sont rendus lundi à Moscou pour tenter de convaincre la Russie d'abaisser sa production de 600 000 barils par jour (bj), soit plus que les 500 000 bj de baisse que lui proposait jusqu'ici le cartel. Mais alors que l'Arabie Saoudite, poids lourd du cartel, semblait jusqu'alors juger «impératif» qu'un consensus soit trouvé pour appliquer l'accord d'Alger, elle a



Photo : DR

Un accord de limitation de la production est fortement réclamé.

jeté un froid ce week-end en avançant qu'une baisse de l'offre n'était pas obligatoire et que les prix du

pétrole allaient se stabiliser même sans intervention du cartel.

Y. D.

DES EXPERTS S'EXPRIMENT

«La proposition algérienne semblait l'hypothèse la plus probable»

«La proposition algérienne de baisse de la production soumise à la réunion ministérielle de l'Opep avait de très grandes chances d'être adoptée», avons-nous appris de sources proches de la réunion. Une information confirmée également par l'APS. Retenue par le Haut-Comité d'experts de l'Opep, cette proposition algérienne porte sur une réduction d'environ 1,1 million de barils par jour à opérer par les pays de l'Opep.

Peu avant l'ouverture de la réunion, le ministre de l'Energie, Nouredine Bouterfa, a déclaré à la presse que «nous sommes confiants». Francis Perrin, président de Stratégies et Politiques énergétiques, estime que la proposition algérienne semblait l'hypothèse la plus probable car les points de vue se sont rapprochés hier (mardi) et ce matin (mercredi matin) avant l'ouverture de la réunion de la conférence. Si un accord était conclu, cela permettrait de rééquilibrer le marché pétrolier mondial en 2017 alors que celui-ci est marqué par un excédent de l'offre sur la demande depuis 2014.

«Tout n'est pas finalisé mais les choses se précisent, nous avait-il déclaré pendant que la réunion s'était ouverte. Le temps est compté cependant et il est dommage que l'Opep n'ait pas réussi à se mettre d'accord avant le jour J après deux mois de discussion depuis l'Accord d'Alger le 28 septembre.»

Selon lui, ces incertitudes «ont fait baisser les prix du pétrole et font courir le risque d'un échec à

Vienne même si je pense qu'un accord est plus probable».

Enfin, il juge que la proposition algérienne était une demande à la fois ambitieuse et réaliste. «Cela réduirait l'offre pétrolière mondiale de 1,7 million de b/j, ce qui est significatif, et ramènerait la production de brut de l'Opep à 32,5 Mb/j environ.» Signer un accord n'est pas suffisant, il faut le mettre en œuvre et ce n'est pas la partie la moins difficile.

Pour sa part, l'expert pétrolier Saïd Beghoul estime que ce qui compte, c'est l'après-réunion: quelle augmentation des prix et pour quelle durée. «Moi, je reste un peu sceptique quant à la durée car les pays Opep ne respectent jamais leur engagement. Aussi, depuis septembre, réunion d'Alger, les ministres des pays les plus touchés (Algérie, Venezuela...) ainsi que le secrétaire général de l'Opep, n'ont pas cessé de crier haut leur optimisme et ils ne peuvent que le faire davantage en pleine réunion. Ce n'est pas ça qu'on cherche. On cherche un bon prix pour une période raisonnablement longue car les schistes vont rebondir et faire tout écrouler. Si la réduction sera de 1,7 million b/j (1,1 m b/j+0,6), c'est parfait. Tout le surplus (1,5 million b/j) sera épongé et le marché aura un gap de 200 000 b/j. Auquel cas, le prix monterait vers les 60 dollars mais progressivement.

Pour le spécialiste du pétrole, le président du cabinet Emergy, la proposition algérienne était difficile à atteindre. «Ça me semble difficile à

atteindre. Les Russes disent pour nous il s'agit d'une réduction entre 200 000 et 3 00 000 b/j, il faut savoir que la position russe est très difficile à anticiper, sachant que le Président Poutine dit oui tandis que son ministre du Pétrole affirme que son pays ne peut pas accepter cette réduction.» Ajoutez à cela le fait que des pays «comme le Mexique, l'Azerbaïdjan, le sultanat d'Oman et le Brésil ne se sentent pas concernés par toutes ces discussions». «Pour s'équilibrer, le marché a besoin d'une réduction d'au moins 1,2 à 1,5 million de barils par jour. Même si le marché tend à s'équilibrer d'ici la fin de l'année.

Cependant, le fait que des pays de l'Opep se soient mis d'accord sur la réduction est un signal positif pour le marché», estime M. Preure.

«En fait, le marché va essayer de décoder l'impact des rivalités Iran-Arabie Saoudite et la posture que peut prendre la Russie par rapport aux décisions de l'Opep, en ce sens que le marché intègre un certain nombre de paramètres. Il reste qu'il y a toujours une épée de Damoclès qui pèse sur l'Opep: elle a en face d'elle une offre flexible de la part des schistes américains. C'est-à-dire quand les prix du pétrole vont monter, la production des huiles de schiste US va elle aussi augmenter, sachant que ces derniers ajustent le marché pour confisquer à l'Opep le rôle de swing producer ou producteur résiduel», conclut M. Preure.

Y. D.

LES PARTIS POLITIQUES ET LA RÉUNION DE L'OPEP

«La réunion de Vienne, et après ?»

Alger était fixée hier sur la réunion de Vienne où les participants devaient trancher une proposition algérienne devant induire la chute du pétrole qui a en partie influé sur la crise économique qui frappe le pays. Présentée comme un évènement crucial, l'évolution de cette rencontre est pourtant perçue différemment par de nombreux acteurs de la vie politique qui considèrent que cet évènement est un «faux débat», «une diversion» qui ne changera pas grand-chose aux heures difficiles qui attendent les Algériens.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Il est 11h, heure locale, lorsque les agences de presse annoncent une remontée du pétrole jusqu'à 50 dollars. Il y a de l'optimisme dans l'air. Des pays producteurs influents, parmi les 14 membres de l'Opep, ont fait des déclarations qui ont influé positivement sur les bourses mondiales à l'afût du moindre petit indice. Alger est sur le qui-vive. Sa proposition faite il y a deux mois en faveur d'une réduction de la production pour stopper le prix du pétrole était donc en débat hier matin dans la capitale autrichienne. La limitation de la production constitue également le vœu ardent des pays (membres de l'Opep) frappés de plein fouet par la crise pétrolière mondiale. Jusqu'à l'heure, tout est mis en place pour la concrétisation de l'accord.

A Alger, les experts rappellent que le budget pour les trois années à venir a été calculé sur la base d'un baril à plus de 50 dollars. Ils n'osent pas anticiper sur les conséquences que pourrait induire un échec de la réunion de Vienne en vue de laquelle d'intenses efforts diplomatiques ont été consacrés par les ministres concernés. L'évènement fait la Une.

Intimement lié à la crise et aux menaces d'austérité qui se profilent pour les Algériens, les faits qui se déroulent dans la capitale autrichienne sont déchiffrés autrement par les partis politiques algériens, inquiets de l'évolution de cette crise dans le pays. Trois partis, qui ont accepté de s'exprimer hier sur cette question, ont des avis qui se rejoignent très souvent. Le RCD n'est pas seulement sceptique, il

désigne carrément l'image que l'on donne de cet évènement et les lectures officielles qui en sont faites comme étant une «supercherie», même pas «un débat que les Algériens feraient mieux de dépasser rapidement pour s'orienter vers la réalité».

«L'opinion a été abusée, estime ainsi Ouamar Saoudi, secrétaire national chargé des questions économiques au Rassemblement pour la culture et la démocratie. «Il faut d'abord que les citoyens comprennent que cette réunion est celle de l'Opep qui ne représente que 30% de la production mondiale. Ce marché est inondé par d'autres puissances pétrolières.

L'accord en débat à Vienne est un accord politique qui n'aura pas beaucoup d'influence sur la situation économique dans laquelle se débat l'Algérie. Il nous faut en réalité un baril à plus de 100 dollars pour pouvoir remonter la pente. Or, nous sommes très loin de cette situation. Non seulement un baril à 50 ou même 60 dollars ne changera pas grand-chose, cela ne constitue pas un signal fort envers les marchés. Il faut ensuite comprendre que l'accord est d'une extrême fragilité car l'Arabie Saoudite n'en

veut pas en réalité. Il en est de même pour l'Irak et l'Iran. Chez nous, toutes cette situation détourne l'attention.»

L'approche de Soufiane Djillali, leader de Jil Jadid, diffère peu de cette analyse. «Un tel accord va bien sûr booster le prix du baril de pétrole vers la hausse, mais il ne faut pas en créer des illusions. Même avec 50 ou 60 dollars le budget algérien est déficitaire. Les calculs du premier trimestre se sont basés sur un prix de 50 dollars, le déficit est déjà là. Une remontée de 5 à 6 dollars n'est pas suffisante pour équilibrer une situation économique très difficile.

Elle n'est pas significative d'une évolution notable». Il poursuit : «Une entente des membres de l'Opep et hors Opep stabilisera les prix pour les prochains mois, mais cela n'induit pas un grand changement chez nous. Même un baril à 80 dollars ne pourra pas rétablir cet équilibre. Dans le pays, c'est le citoyen qui paye, c'est lui qui fait les frais de cette crise. Vous savez, il y avait un contrat implicite entre le pouvoir et le citoyen chez nous. L'Algérien s'était cantonné dans une position dans laquelle il disait implicitement au pouvoir «faites ce que vous voulez, prenez les postes que vous désirez, trichez dans les

urnes pourvu que vous continuiez à soutenir les prix et les subventions des produits de première nécessité. Mais aujourd'hui, les gouvernants ne peuvent plus répondre à ces besoins, le contrat implicite est brisé mais la population ne l'entend pas de cette oreille, elle cherche à comprendre pourquoi on puise dans ses poches. C'est là que le bras de fer commence.»

Au Parti des travailleurs, l'analyse est très stricte. Le PT, qui a animé de très nombreuses conférences de presse tout au long des semaines passées pour alerter sur les dangers découlant de la loi de finances 2017, estime lui aussi qu'un accord à la réunion de Vienne ne pourra pas donner lieu à une évolution positive dans le pays. «Les orientations sont figées, mais tout le monde est en réalité devant le fait accompli.

On suit l'évolution du cours du prix du baril car elle est en relation avec la crise, mais les solutions sont ailleurs. Mais comment une remontée sensible peut-elle influencer, toutes les orientations sont désertificatives. Cette crise a mis à nu la nature du régime organisé autour du pillage et du siphonnage. L'accord de Vienne, et après ?»

A. C.